

EXCLU DES RANGS DU RND Le député de Tizi-Ouzou s'explique

Radié par «télécopie», Mohamed Stiet, député RND de Tizi-Ouzou, réplique. Il livre sa version des faits évoquant un «montage en violation des statuts du parti».

Dans un communiqué rendu public hier, le désormais ex-député du RND explique avoir reçu en date du 12 mai dernier par fax une décision lui signifiant sa radiation immédiate et définitive.

Une décision prise sur la base d'un rapport du secrétaire de wilaya lui reprochant une «faute grave de troisième degré», sans donner de détails au sujet de cette faute.

Une absence de notification «en violation des droits fondamentaux de la défense» puisque la révocation, dit-il, relève de la souveraineté du conseil national et que cette prérogative a été confisquée par le secrétaire général du parti. Mais le concerné semble avoir une idée sur les raisons ayant poussé Ouyahia à le radier.

«En réalité, si le secrétaire général s'est mis à tripa-touiller le dispositif réglementaire régissant la vie interne du parti, c'est qu'au fond, l'affaire est autrement plus politique. En effet, l'on n'admet pas une quelconque liberté de ton au RND, quand bien même celle-ci serait pratiquée sans intention, ni objectif d'attenter au leadership dans le parti. Fondamentalement, le RND n'admet pas qu'un élu du peuple — député de surcroît — puisse, en son âme et conscience, exercer sa liberté telle que, par exemple, signer des initiatives parlementaires émanant d'autres horizons, quand bien même elles ne seraient pas en contradiction avec le programme officiel du parti», écrit-il, rejetant cette décision dans le fond et dans la forme.

«Le montage de ma mise en cause est en flagrante violation des textes du RND. Au plan de la forme, la décision émise par télécopie n'a aucune valeur officielle. Du point de vue juridique, deux articles au moins des statuts et du règlement intérieur sont allégrement violés. L'article 29 des statuts interdit toute mesure disciplinaire à l'encontre d'un militant sans l'avoir entendu au préalable et lui avoir accordé le droit de se défendre.»

L'article 18 du règlement intérieur ne prévoit pas «la perte de la qualité de militant du RND sans passage devant la commission de discipline nationale ou locale, sauf dans le cas du défaut de paiement des cotisations durant deux années consécutives ou de candidature sur une liste électorale concurrente».

Mohamed Stiet conclut : «L'opinion ainsi informée et la vérité des faits rétablie, j'entends me libérer proprement et sereinement de cette polémique qui m'a été imposée. Je demeure, en tant que député et militant de la démocratie, fidèle aux citoyens de ma circonscription en particulier et aux Algériens en général, tout comme je reste disponible aux militants sincères du RND.»

Nawal Imès

CONDOLÉANCES

Ayant appris la disparition brutale ce jour de notre ami Moula Boukhalfa, du mouvement citoyen, la CNCD présente toutes ses condoléances à sa famille et à tous ses proches et les assure de leur entière solidarité. Le combat qu'il menait sera poursuivi par tous ses compagnons de la CNCD.

La CNCD

Publicité

IL ACHEMINAIT LA MARCHANDISE VERS LE PORT D'ANNABA Déraillement d'un train de phosphate à Tébessa

Le train de marchandise n°3208, acheminant du phosphate de la mine de Djebel El Onk, wilaya de Tébessa, vers le port d'Annaba, a déraillé vers 7h30 du matin, hier lundi, au niveau du point kilométrique (PK-114), situé entre le chef-lieu, Tébessa, et l'agglomération de la même wilaya, Boulhef-Dir.

Sur les trente-deux wagons composant ce train, 15 ont déraillé, mais sur les 15, 14 wagons se sont complètement renversés, se couchant sur les rails et les accotements, provoquant l'arrêt momentané du trafic ferroviaire sur cette ligne de chemin de fer électrifiée, la plus ancienne et la plus longue du pays (construite en 1930).

Cet accident aurait provoqué des blessures aux conducteurs du train, au nombre de quatre. Des témoins oculaires affirment que le conducteur N. M. Karim, se trouvant à la queue du train, a été éjecté du dernier wagon.

Transféré à l'hôpital de Tébessa, les médecins ont diagnostiqué chez lui des blessures nécessitant son hospitalisation, mais selon les mêmes sources, il a préféré rentrer chez lui.

Selon des indiscretions, ce genre de déraillement n'est pas le premier sur cette ligne et précisément dans cet endroit.

Il y a eu celui de 2005 et qui a causé le renversement de 22 wagons, complètement détériorés et qui ont été reformés et vendus en tant que déchets ferroviaires. La multiplication des

déraillements sur cette ligne et à cet endroit précis a pour cause la nature du terrain, connu pour ses glissements, notamment durant les périodes d'intempéries.

Mais il y a aussi la surcharge des wagons au départ de la mine de Djebel El Onk.

A ce niveau, il n'existe pas de pont-bascule pour s'assurer de la bonne charge des wagons, avant l'ébranlement du train, fait remarquer des cheminots, aujourd'hui à la retraite.

A. Bouacha

ILS REVENDIQUENT UNE PROMULGATION DE LEUR STATUT Les employés des communes d'Alger se mobilisent

Les employés de plusieurs APC d'Alger ont observé, hier, un large mouvement de protestation. Optant, cependant, pour ce qu'ils appellent la grève «pacifique et positive», les travailleurs, notamment ceux de l'APC d'Alger-Centre, exigent une promulgation de leur statut et une meilleure rémunération. Ils ont adopté hier le slogan «je travaille et je fais grève en silence».

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Plusieurs centaines d'employés de la commune d'Alger-Centre se sont rassemblés, hier, à la place Emir Abdelkader, pour se diriger par la suite vers l'annexe de l'APC, sur le boulevard du Télémy. Une large banderole a été accrochée sur la façade de l'APC d'Alger-Centre. Assurant

qu'ils comptent rester à leurs postes tout en portant des brassards en signe de protestation, les travailleurs ont annoncé qu'ils poursuivront leur mobilisation dans les prochains jours.

«Nous sommes oubliés et nous attendons depuis six mois de connaître le contenu de notre nouveau statut, en vain. Nous n'avons pas été associés à l'élaboration de ces textes. Tous les secteurs ont été informés sur leurs statuts, sauf les travailleurs des APC», a déclaré M. Mechaddal, représentant de la section syndicale de l'APC d'Alger-Centre, affiliée à l'UGTA.

Le syndicaliste, qui soulignera le rôle joué au quotidien par les travailleurs des communes, rappellera qu'une défection de ces derniers pourrait non seulement toucher le blocage de plusieurs services mais aussi l'arrêt des travailleurs de la voi-

rie. «Actuellement, nous avons opté pour une grève pacifiste et nous ne voulons pas en arriver à bloquer les services. Nous souhaitons ainsi attirer l'attention des responsables sur notre situation précaire», a souligné notre interlocuteur, tout en précisant que le salaire moyen d'un employé de l'APC tourne autour de 12 000 DA.

Selon M. Mechaddal, 750 des 1 300 employés de l'APC d'Alger-Centre étaient mobilisés hier. Les travailleurs des APC de Bir Mourad Raïs, El Mouradia, El Madania, Bourouba, Belouizdad et Bologhine étaient aussi mobilisés, selon M. Mechaddal. Il annoncera aussi que les représentants des travailleurs des APC initieront un communiqué commun pour notamment décider des actions à entreprendre dans les prochains jours.

F.-Z. B.

UNIVERSITÉ DE BOUMERDÈS La contestation reprend

Après une accalmie de quelques semaines, les étudiants en cycle court (DEUA) de la Faculté des sciences de l'ingénieur (FSI) de l'Université M'hamed-Bougara de Boumerdès ont repris le chemin de la contestation.

Les étudiants ont ainsi paralysé leur faculté en fermant les services administratifs, ceux de la scolarité et les dépar-

tements. Dimanche, ils ont pris en otage le doyen. Nous avons pris contact avec les services de ce haut responsable et en son absence, c'est un agent de la faculté qui nous confirme cette situation qui prévaut dans cet établissement.

Un délégué des étudiants, Haïbèche Hassan, nous expose, pour sa part, les revendications estudiantines. «Nous exigeons la mise en place des passerelles promises par le ministre.

A ce jour, nous n'avons rien constaté de concret», dit-il. La seconde revendication formulée par les protestataires, et qui découlera de la concrétisation de ces fameuses passerelles, concerne la valorisation du DEUA.

«Nous voulons avoir la possibilité, comme cela nous a été promis, de poursuivre nos études afin de valoriser notre diplôme et pourquoi pas terminer notre cursus dans la filière d'ingénieur», conclura notre interlocuteur.

Abachi L.

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de l'Agriculture et du Développement rural

Chambre de l'agriculture de la wilaya de Tizi-Ouzou

CONDOLÉANCES

Le président de la Chambre de l'agriculture de la wilaya de Tizi-Ouzou, le directeur des services agricoles, le conseil d'administration et l'ensemble du personnel de l'agriculture, très affectés par le décès de la sœur de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural, présentent à ce dernier ainsi qu'à toute sa famille leurs sincères condoléances et les assurent en cette douloureuse circonstance de leur profonde sympathie. Puisse Dieu le Tout-Puissant accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».